



**GUIDE RELATIF
AU TRAITEMENT ET À LA DIFFUSION
DES INFORMATIONS CRUCIALES
POUR LA SÉCURITÉ DE L'AVIATION**



VALIDATION DU DOCUMENT

	Nom	Fonction/ structure	Validation	
			Date	Signature
Rédaction	T. MVOLA NDONG	DE-EN	08/08/2016	
Vérification	Nadine ANATO	DE-ED	08/08/2016	
	J. Chrysostome ONNAS	DG-XD	08/08/2016	
	Rahim Jhan NGUIMBI	DJ-JD	08/08/2016	
	A. NKOUMOU DELAUNAY	DG-DA	08/08/2016	
Qualité	E. HOCKE-N'GUEMA-BITEGHE	DG-QM	08.08.2016	
Approbation	D. OYINAMONO	DG-DD	08.08.2016	



SUIVI DES REVISIONS

Indice de révision	Date de révision	Motif de la révision
01	août 2016	Création du document



SOMMAIRE

APPROBATION DU DOCUMENT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
SUIVI DES REVISIONS	3
SOMMAIRE	4
OBJET	6
DOMAINE D'APPLICATION	6
DOCUMENTS DE REFERENCE ET REGLEMENTATION	6
RESSOURCES ET MOYENS	6
ABREVIATIONS	6
DISPOSITIONS GENERALES	6
MISE EN ŒUVRE	6
DISPOSITIONS PARTICULIERES	7
LE SERVICE D'INFORMATION AERONAUTIQUE	7
SOURCES DE L'INFORMATION AERONAUTIQUE	7
DEMANDE DE PUBLICATION	7
SCHEMA DE COLLECTE DE DONNEES AERONAUTIQUES	7
<i>Données temporaires</i>	8
<i>Données permanentes</i>	10
ANNEXES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.





OBJET

Pour favoriser la sécurité de l'environnement opérationnel de l'aviation il est essentiel de fournir et diffuser rapidement les règlements et les informations cruciales pour la sécurité, telles que la loi, les règlements (décrets, arrêtés, ...), les avis aux navigants (NOTAM), les directives, circulaires, cartes, manuels, procédures, guides et publications concernant l'aviation.

La présente procédure décrit le processus de diffusion des règlements et des informations cruciales pour la sécurité de l'aviation et d'autres renseignements associés.

En outre, il présente le schéma de collecte de données aéronautiques et les conditions de diffusion (Publication) de l'informatique aéronautique.

DOMAINE D'APPLICATION

Elle s'applique à tout document relatif aux règlements et informations cruciales pour la sécurité.

DOCUMENTS DE REFERENCE ET REGLEMENTATION

Convention de Chicago ; Doc 9734 : manuel de supervision de la sécurité

RESSOURCES ET MOYENS

- Personnel de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Gabon ;
- Personnel de l'industrie aéronautique ;
- Administrations concernées et experts ;

ABREVIATIONS

ANAC-GABON: Agence Nationale de l'Aviation Civile du GABON ;

ASECNA: Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar ;

AIC: Aeronautical Information Circulaire (circulaire d'information aéronautique);

AIP: Aeronautical Information Publication (publication d'information aéronautique);

NOTAM : Notice to Airmen (message aux navigants : Avis diffusé par télécommunication et dormant, sur l'établissement, l'état ou la modification d'une installation, d'un service, d'une procédure aéronautiques, ou d'un danger pour la navigation aérienne, des renseignements qu'il est essentiel de communiquer à temps au personnel chargé des opérations aériennes.);

RAG: Règlements Aéronautiques Gabonais ;

DISPOSITIONS GENERALES

MISE EN ŒUVRE

1. Les règlements (loi, décrets et arrêtés ; instructions techniques) sont diffusés ou publiés conformément à la procédure d'élaboration et d'amendements des textes législatifs et réglementaires ;
2. Les publications d'information aéronautiques (AIP), les NOTAM (notice to Airmen), les circulaires d'information aéronautiques (AIC) et les cartes aéronautiques sont traités ou diffusés conformément à la procédure de traitement et de diffusion des informations aéronautiques.
3. Pour les autres documents (Décisions, Manuels, Instruction, Procédures, Check-list, Brochures, prospectus, formulaires, etc.), sont diffusés comme suit :



4. Lorsque le Directeur responsable de la question dont relève le document reçoit le document approuvé par le Directeur Général, il est chargé de sa diffusion auprès de ses services compétents.
5. Le Responsable de la documentation conserve l'original du document et le Directeur transmet une copie du document à chaque destinataire selon la liste de distribution.
6. Le Directeur et le Responsable en charge de la Qualité doivent s'assurer que tous les destinataires ont bien reçu leur exemplaire du document et conservent chacun une copie de la fiche de transmission.
7. Les versions obsolètes des documents doivent être retournées au Responsable de la Documentation pour archivage ou destruction.
8. Les documents validés sont transmis sur le réseau informatique intranet (Gestion Electronique de la Documentation) dans le cas d'une mise à disposition informatique.
9. Les documents non confidentiels peuvent être publiés sur le site web de l'ANAC (www.anacburkina.org).

DISPOSITIONS PARTICULIERES

LE SERVICE D'INFORMATION AERONAUTIQUE

Aux termes du RAG 7.3 et de l'Annexe 15 de l'OACI, les services d'information aéronautique ont pour objet l'acheminement des renseignements nécessaires à la sécurité, à la régularité et à l'efficacité des vols civils internationaux.

Au titre de la convention de Dakar, le Gabon a délégué à l'ASECNA la production et la diffusion de l'information aéronautique le concernant.

Pour ce faire, l'ASECNA dispose en son sein (Dakar, Paris) un service intitulé Service d'Information Aéronautique(SIA) qui repose sur un organigramme dont on fera abstraction au profit de l'entité local (Unité de Gestion de l'Information de Libreville), chargée de collecter les données aéronautiques du Gabon en vue de leur publication par le SIA.

L'information aéronautique est publiée sous forme de système intégré d'information aéronautique (c'est-à-dire publication d'information aéronautique (AIP), y compris le service d'amendements, suppléments d'AIP, NOTAM, bulletins d'information prévol (PIB), circulaires d'information aéronautique (AIC), listes récapitulatives et listes de NOTAMs valides).

SOURCES DE L'INFORMATION AERONAUTIQUE

Afin de remplir efficacement son double rôle, c'est à-dire celui de recueillir les informations et de les diffuser à tous les intéressés, le service AIS doit aussi établir et entretenir des liaisons directes et permanentes avec les services connexes, à savoir :

- a) les services AIS étrangers dont il doit recevoir des renseignements pour répondre aux besoins opérationnels du Gabon, pour l'information avant le vol ;
- b) tous les services techniques de l'État qui sont directement intéressés par les installations, services ou procédures de navigation aérienne et leur maintien. La liaison avec ces services est nécessaire pour assurer la diffusion, dans les délais voulus, de tous renseignements présentant un intérêt tant pour le Gabon que pour les autres États concernés ;
- c) les organismes militaires du Gabon, selon les besoins, afin de recevoir et de diffuser des avertissements pour la navigation (exercices militaires, etc.) et des renseignements sur toutes installations ou procédures militaires intéressant l'aviation civile ;

DEMANDE DE PUBLICATION

La publication de l'information aéronautique est subordonnée à une demande de publication adressée à l'ANAC qui après examen est transmise à l'Unité de Gestion de l'Information Aéronautique de l'ASECNA pour diffusion. En revanche, celle relative à l'exploitation (l'état des aides à la navigation etc.) est directement adressée à l'Unité de Gestion de l'Information Aéronautique de l'ASECNA pour diffusion.

SCHEMA DE COLLECTE DE DONNEES AERONAUTIQUES

Les données sont organisées en deux grands groupes :

- les données temporaires, diffusées par NOTAM ;



- Les données permanentes, publiées dans l'AIP.

DONNEES TEMPORAIRES

Un NOTAM sera établi et publié dans le cas des renseignements ci-après :

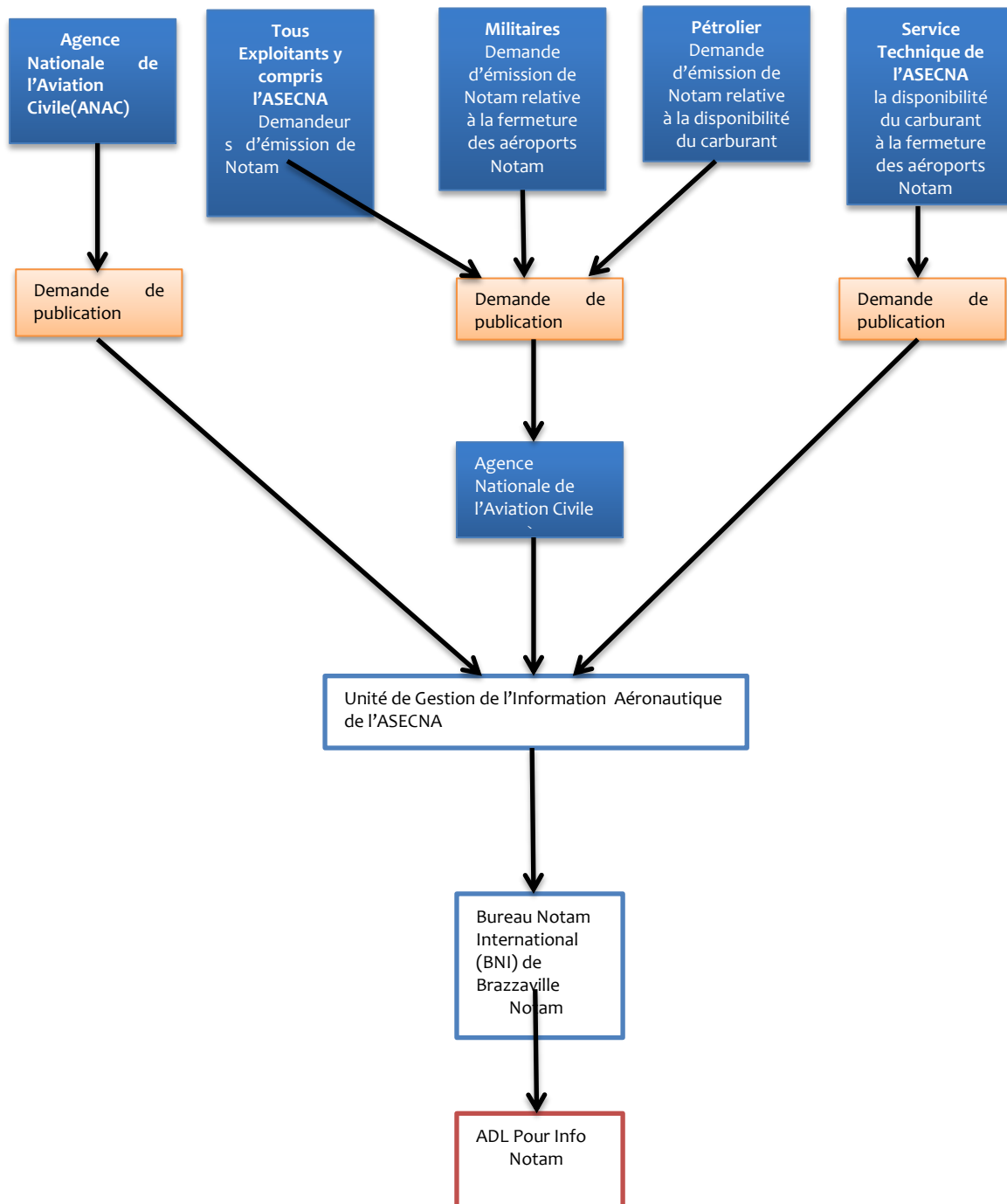
- a) mise en service, fermeture ou importantes modifications dans l'exploitation d'aérodromes/hélistations ou de pistes ;
- b) mise en service, retrait ou importantes modifications dans le fonctionnement des services aéronautiques (AGA, AIS, ATS, COM, MET, SAR, etc.) ;
- c) mise en service ou retrait d'aides radioélectriques ou autres à la navigation aérienne, ainsi que d'aérodromes/hélistations, y compris : interruption ou rétablissement du service, modification de fréquences, changement dans les heures de service notifiées, changement d'indicatif, changement d'orientation (aides directionnelles), modification de l'emplacement, variations de puissance d'au moins 50 %, changement d'horaire ou de teneur des émissions, irrégularité ou incertitude du fonctionnement de toute aide radio à la navigation aérienne ou des services de communication air-sol ;
- d) mise en service, retrait ou modification importante d'aides visuelles ;
- e) interruption ou remise en service d'éléments majeurs des dispositifs de balisage lumineux d'aérodrome ;
- f) institution, suppression ou modification importante de procédures pour les services de navigation aérienne ;
- g) apparition ou correction de défauts ou d'entraves majeurs dans l'aire de manœuvre ;
- h) modifications et limitations dans la disponibilité de carburant, d'huile et d'oxygène ;
- i) changements importants dans les moyens et services de recherches et de sauvetage ;
- j) installation, retrait ou remise en service de phares de danger balisant des obstacles à la navigation aérienne ;
- k) modifications apportées aux règlements et nécessitant des mesures immédiates, par exemple zones interdites à cause d'opérations SAR ;
- l) existence de dangers affectant la navigation aérienne (y compris obstacles, exercices militaires, manifestations aériennes, courses et activités majeures de parachutisme hors des emplacements promulgués) ;
- m) érection, suppression ou modification des obstacles à la navigation aérienne dans les aires de décollage/montée, d'approche interrompue, d'approche ainsi que dans la bande de piste ;
- n) institution ou suppression (mise en activité ou hors d'activité) de zones interdites, réglementées ou dangereuses, ou changement de classification de ces zones ;
- o) établissement ou suppression de zones ou de routes ou de parties de zones ou de routes où il y a possibilité d'interception et où il est nécessaire d'assurer la veille sur la fréquence d'urgence VHF 121,500 MHz ;
- p) désignation, annulation ou changement d'indicateur d'emplacement ;
- q) changements significatifs du niveau de protection normalement disponible à un aérodrome/une hélistation aux fins du sauvetage et de lutte contre l'incendie ; un NOTAM ne sera établi que s'il y a un changement de catégorie et ce changement sera clairement spécifié (Annexe 14, Volume I, Chapitre 9 et Supplément A, section 17) ;
- r) existence, élimination ou importantes modifications de conditions dangereuses dues à la neige, la neige fondante, l'eau ou la glace sur l'aire de mouvement ;
- s) apparition d'épidémies nécessitant des changements dans les règlements notifiés en matière de vaccination et dans les dispositions relatives au contrôle sanitaire ;
- t) prévisions de rayonnement cosmique d'origine solaire, lorsqu'elles sont fournies ;



- u) changement d'activité volcanique, lieu, date et heure d'une éruption volcanique et/ou étendue horizontale et verticale d'un nuage de cendres volcaniques, y compris la direction de son déplacement, niveaux de vol et routes ou portions de route qui pourraient être concernés ;
- v) dégagement dans l'atmosphère de matières radioactives ou de produits chimiques toxiques à la suite d'un incident nucléaire ou chimique ; lieu, date et heure de l'incident ; niveaux de vol et routes ou portions de route qui pourraient être affectés, et direction du déplacement ;
- w) établissement de missions de secours humanitaires, comme celles qui sont réalisées sous les auspices des Nations Unies, avec les procédures et/ou les limitations concernant la navigation aérienne ;
- x) application de mesures d'exception à court terme en cas de perturbation générale ou partielle des services de la circulation aérienne ou des services de soutien connexes.

Ces informations proviennent de :

- l'Administration de l'Aviation Civile (Agence Nationale de l'Aviation Civile) ;
- du fournisseur des services de la navigation aérienne (ASECNA) ;
- Des autres exploitants :
 - Gestionnaire aéroportuaire (ADL) ;
 - Société d'assistance en escale (HPG) ;
- De structures dont les installations peuvent constituer un obstacle à la sécurité aérienne : Opérateurs de téléphonie Gabon Télécom, Airtel, Azur/, Radio/TV etc.
- Militaires.



DONNEES PERMANENTES

Les renseignements fondamentaux sont des éléments durables ou stables destinés à figurer dans l'AIP ; à ce titre ils sont soumis à l'approbation des services de l'administration centrale chargés de la politique générale (ANAC) afin de garantir une présentation uniforme et une application stricte de la politique actuelle ou future. Tous les renseignements fondamentaux devraient être communiqués au service AIS longtemps avant de prendre effet, afin que celui-ci dispose d'un délai suffisant pour les traiter et les diffuser et donne ainsi aux exploitants un préavis raisonnable.

Dans la plupart des cas, les renseignements sur les modifications apportées aux installations, services ou procédures exigent des amendements aux manuels d'exploitation des compagnies aériennes ou à d'autres



documents publiés par divers organismes aéronautiques. Les organismes chargés de tenir ces publications à jour se conforment à un programme de production préétabli, il s'agit du système AIRAC. Si des amendements d'AIP ou des suppléments d'AIP contenant de tels renseignements étaient publiés sans discrimination pour prendre effet à des dates très différentes, il serait impossible de tenir ces manuels et autres documents à jour.

Trois dates importantes font partie du système AIRAC :

- a) la date de mise en vigueur ;
- b) la date de publication ;
- c) la date limite à laquelle l'information brute doit parvenir au service AIS.

Pour ce faire, Il faut prévoir un intervalle de 42 jours entre la date de diffusion et la date de mise en vigueur de sorte que l'on dispose d'un délai de diffusion maximal de 14 jours pour faire parvenir l'information aux destinataires, par le moyen le plus rapide, 28 jours au moins avant la date de mise en vigueur.

Dans certains cas où des changements importants (c'est-à-dire des modifications considérables de procédures ou de services qui auront des incidences sur le transport aérien international) sont programmés et où un préavis supplémentaire est souhaitable et possible, il faudrait adopter une date de diffusion précédant de 56 jours (ou plus) la date de mise en vigueur. Voici des exemples de changements importants :

- a. ouverture d'un nouvel aéroport ;
- b. introduction de nouvelles procédures d'approche et/ou de départ à un aéroport international ;
- c. mise en œuvre de nouvelles routes ATS

